

LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

LE FRONT POPULAIRE ET LA C.G.T.

M. Louis Mercier, professeur à l'Université de Harward, dans son ouvrage sur *Le mouvement humaniste aux États-unis*, écrit qu'«il y a lieu de multiplier les efforts vers une confrontation de plus en plus précise des idées qui se dégagent chez les élites et qui, dès aujourd'hui, orientent l'humanité vers un avenir de progrès ou vers une nouvelle catastrophe, dont la guerre mondiale de 1914-1918 n'aura été qu'un avant-goût».

Est-ce faire preuve de nationalisme ou de chauvinisme de penser que cette confrontation aurait gagné à se faire en France, et est-ce s'abuser que de s'associer aux espérances pacifistes de M. Mercier lorsqu'il poursuit:

«La France sera toujours la terre convoitée. Sa sécurité ne sera assurée que le jour où le progrès moral des peuples aura définitivement réglé la question des armements. Elle aura constamment à assimiler des apports étrangers, et Paris, capitale de la France, aura de plus en plus à céder la place à Paris, centre géographique du monde. Mais, d'autre part, si les Français réussissent à sauvegarder leur génie national, à maintenir intact et même à perfectionner tous les moyens nécessaires à la survivance de leurs élites et à toutes les capacités que celles-ci représentent, quel rôle digne de son passé pourra jouer la France dans l'avenir! Il ne s'agira plus d'une hégémonie par la force brutale, mais d'un rayonnement intellectuel, artistique ou moral dû à la volonté qui saura profiter de ses avantages matériels et de sa longue expérience, qui sera tendue vers une compréhension de plus en plus intime de tout ce qui s'accomplira sur toute la surface du globe, qui, en dégagant l'essentiel, en soulignera le meilleur, en nourrira son propre génie et donnera ainsi au monde une expression où tous les peuples pourront reconnaître les plus belles et les plus fécondes de leurs aspirations».

Et M. Mercier termine: «Il ne saurait donc être rien de plus intéressant que de dégager ce qu'est devenu un mouvement qui, en Europe, a évolué jusqu'au bolchevisme et amené la réaction fasciste, quelques années après une guerre mondiale qui s'est terminée au cri de: "Assurons dans le monde la sécurité de la Démocratie"».

Malheureusement, quels que soient nos désirs et quelles que soient nos illusions, il semble bien que, même en France, l'esprit démocratique soit soumis à une rude épreuve et que son champ d'expérience se rétrécisse de plus en plus.

Ou ne confronte plus aujourd'hui les idées, mais on exploite la naïveté et l'impatience des foules, on crée de nouvelles religions et l'on dresse de nouveaux autels devant lesquels on adore de nouveaux dieux. On ne discute plus, on croit.

La misère, la faim, les besoins insatisfaits de la multitude; l'inoccupation tragique d'une génération qui se lève et l'inquiétude d'une jeunesse cultivée soucieuse de son avenir; l'absence de morale dans toutes les classes de la société et la soif unanime de jouissances sont les éléments viciés d'une atmosphère de dégénérescence intellectuelle propice au développement du culte de la violence.

Mais ceci n'est que la constatation d'un état de fait dont il conviendrait de découvrir les causes. Rechercher les origines d'un mal est une opération primaire lorsque l'on veut sincèrement lui trouver des remèdes. En approfondissant quelque peu le problème ou en jetant un regard sur le passé, on en arrive à constater que si la démocratie, en France, est agonisante, c'est moins parce qu'elle n'est pas viable que parce qu'elle a été exploitée cyniquement par ceux-là mêmes qui s'étaient promis de la soutenir et de la défendre.

«Ne pas comprendre, dit l'écrivain américain, M. Brownel, que la démocratie ne représente que la possibilité de développement, chez un plus grand nombre, des vertus aristocratiques, c'est être traîtres envers elle». M. Brownel, est-il besoin de le souligner, utilise judicieusement le terme «aristocratique» dans le sens le plus large et le plus noble, et non pas dans le sens péjoratif qu'on lui prête ordinairement dans les milieux

de gauche et d'extrême-gauche. Or, cela, les grands prêtres de la démocratie ne l'ont jamais compris. Les gouvernements démocratiques qui se sont succédé, surtout depuis la fin de la *Grande Guerre*, ont été bien au-dessous de la tâche qu'ils avaient librement accepté d'accomplir. L'ignorance et l'étroitesse d'esprit des chefs ne pouvaient avoir comme conséquence logique que l'incohérence des masses qui les suivent.

Comment l'observateur impartial ne demeurerait-il pas perplexe quant aux réalisations possibles d'un régime, lorsqu'il compare les programmes des partis démocratiques d'il y a cinquante ans avec ceux qui sont soumis aujourd'hui à l'approbation du peuple?

Rien n'est changé; le verbalisme stérile des leaders reste le même, et hormis certaines modifications d'ordre économique que le législateur n'a fait qu'enregistrer, - et que l'on ne peut pas décemment porter à son crédit, - l'action du Parlement s'est manifestée négative et inopérante.

Mieux, et cela peut sembler paradoxal, toutes les grandes lois sociales - elles sont peu nombreuses - furent votées par un Parlement dirigé par des gouvernants de «*droite*», c'est-à-dire considérés par les républicains orthodoxes comme des adversaires de la démocratie. C'est sous Jules Ferry, qui déclarait, le 14 octobre 1883: «*Le péril est à gauche*», que fut proclamée la révision partielle de la Constitution et que furent supprimés les sénateurs inamovibles, vestiges de l'*Ancien régime*. C'est encore sous ce même ministère opportuniste, combattu par les radicaux, que fut votée la loi de 1884 sur les syndicats et celle du 27 juillet de la même année sur le divorce. C'est à un ministère Clemenceau que nous devons la loi de huit heures. Plus près de nous, la loi sur les *Assurances sociales* fut votée sous un ministère Tardieu, M. Pierre Laval détenant le portefeuille du Travail.

De même que les bolchevistes s'identifièrent à la *Révolution d'octobre*, les démocrates s'étaient identifiés à la *République*. Tant que cette dernière fut menacée dans ses forces vives, ils purent jouer sur la nécessité de la défendre avant de penser à des objectifs plus réalistes. Mais, nul n'attaquant plus la *République*, il fallait passer aux actes, et réaliser les promesses qui avaient fait naître tant d'espérances dans les couches les plus diverses du peuple. L'œuvre à accomplir était immense, et il eût, certes, fallu des géants pour s'y attaquer. La source des grands hommes était tarie en France, et celle-ci ne possédait, dans le domaine social, que des lilliputiens.

Livrée aux spéculations malsaines de la politique, la démocratie s'affaiblit. Le peuple lui retira sa confiance. Il abandonna son idole et, aujourd'hui, dans la crainte d'être pris de vitesse par les événements, il ne discute plus des idées. Il ne croit même plus aux principes, il suit un homme : Doriot, La Rocque, Thorez. Il ne partage pas la douce philosophie de la vieille de Syracuse qui, chaque matin, agenouillée sur les marches du Temple, priait dévotement les Dieux de conserver longtemps la vie du César régnant, considérant que chaque nouvel empereur était plus féroce encore que celui qui l'avait précédé. Il pense que rien n'est plus pénible que ce qu'il subit dans le moment, et il est prêt à sacrifier sa liberté sur la promesse d'un morceau de pain. C'est qu'il ignore encore que le pain ne se gagne, péniblement, qu'avec la liberté.

Il y a près de trois lustres, exactement à la veille des élections législatives de 1924, alors que le peuple, plongé dans un bain d'optimisme, s'apprêtait à fêter dignement le triomphe du *Cartel des gauches*, nous posions, au cours d'une tournée de conférences, cette question qui déchaîna l'ironie facile d'adversaires intéressés: «*La France peut-elle être sauvée, et par qui?*».

Qu'un obscur militant ouvrier, sans mandat officiel, n'ayant d'autres références dans cette science du peuple puisée au sein même de la classe laborieuse, osât contester à une formation politique, s'inspirant surtout de soucis électoraux, la faculté de redresser par le simple déplacement d'une majorité parlementaire, une situation désespérante, sinon désespérée, cela ne pouvait évidemment que faire sourire une poignée de politiciens aveugles qui n'en ont pas moins conduit, par leur incompétence et malgré les avertissements répétés, le pays au seuil de la ruine. Maintenant que la situation, de grave est devenu tragique, et que nous sommes à notre tour contaminé par le virus qui a fait tant de ravages dans d'autres nations, la question se pose de nouveau: «*La France peut-elle être sauvée, et par qui?*».

Nous n'avons pas la sotte prétention d'apporter dans cette simple étude la solution à un problème politique, économique et social, qu'aucune lumière individuelle ne saurait résoudre. Les hommes ne sont que des hommes et non des dieux. Il n'existe pas de génie humain qui puisse mettre fin, subitement, à une crise qui a dépassé, en surface et en profondeur, les prévisions des techniciens et des économistes les plus compétents. De plus, nous avons la modestie de ne pas présenter un nouveau programme qui s'ajouterait bien inutilement à tous ceux dont nous sommes gratifiés. Peut-être ne souffrons-nous, après tout, que de la diversité et de la multiplicité des programmes!

Mais, puisque, à douze ans d'intervalle, sur des bases élargies, on a voulu, dans l'espoir de «sauver» la démocratie, renouveler une expérience qui s'avéra déficitaire dans des circonstances presque identiques, nous pouvons, après plus de deux ans de *Front populaire*, analyser les causes d'une banqueroute, virtuelle mais inavouée, qui menace de provoquer de cruelles divisions dans la classe ouvrière et aussi, ce qui est plus grave, d'irréremédiables catastrophes.

Si le *Front populaire* n'était à son origine qu'une comédie destinée à masquer les appétits d'une caste gouvernementale qui s'est discréditée et se discréditera encore dans l'avenir; s'il n'était qu'un paravent derrière lequel on entendait préparer une insurrection alimentée d'aspirations dictatoriales; si chacun, en signant le pacte d'union, n'avait d'autre pensée que de violer au plus tôt les engagements souscrits, alors nous comprenons la manœuvre consistant à faire admettre au corps électoral la possibilité d'agglomérer des corps aussi étrangers l'un à l'autre que l'eau et le feu.

Mais si, vraiment, et en toute loyauté, des représentants avertis des diverses formations politiques et économiques ont cru pouvoir cristalliser dans un *Front populaire parlementaire* les desiderata légitimes du peuple; s'ils ont pensé qu'un parlementarisme désuet, soumis à des contingences extérieures, pourrait être une fin et satisfaire aux revendications trop longtemps étranglées de la classe ouvrière, alors leur bêtise est incommensurable et leur responsabilité au-dessous de toute excuse.

Les succès éventuels du *Front populaire* dans le domaine parlementaire étaient subordonnés, en premier lieu, à la sincérité des éléments qui l'ont constitué. Or, on peut affirmer, sans crainte d'être contredit, que deux au moins de ces éléments étaient inassociables et qu'ils le savaient. On a voulu marier socialistes, radicaux et communistes; or, les radicaux et les communistes sont séparés par des barrières infranchissables. Peut-on se montrer surpris, dès lors, que certains des chevaux de l'attelage aient rué dans les brancards, et que le torchon brûle dans cette maison où un immoral ménage à trois a cherché refuge? Ce qui eût été surprenant, c'est que cela pût durer. La cassure s'est faite. Nous n'en sommes pas étonné, car il fallait une singulière dose de naïveté pour espérer composer avec le bolchevisme.

En ce qui concerne les socialistes, leur situation est simple: ou ils briseront l'alliance ou ils seront mangés

- Le chemin à parcourir à trois est tout tracé, déclarait Léon Blum lorsqu'on lui laissait entrevoir les dangers du bolchevisme. Unissons-nous aujourd'hui, même si nous devons nous battre demain, ajoutait-il.

Hélas! nous ne nous battons plus demain, nous n'en aurons plus la force. Nous serons battus, et ce n'est pas la même chose.

C'est précisément ce que nous voudrions éviter.

Nous pourrions assister indifférents à cette lutte où s'épuisent les partis et dans laquelle sont sacrifiés tous les intérêts de la collectivité. Pourtant, même involontairement, nous sommes entraînés dans la bataille parce que c'est de tout notre avenir qu'il s'agit.

Nous n'apprendrons rien de nouveau à personne lorsque nous dirons que, dans les sociétés, les régimes naissent, vivent et meurent. Or le capitalisme est arrivé au point culminant de sa trajectoire. Il a eu sa période héroïque et il mourra demain de sa belle mort ou il succombera dans le feu des guerres et des révolutions. Le monde se transforme, et quelles que soient les opinions particulières que l'on professe, quelle que soit la classe à laquelle on appartient, il ne suffit pas de gémir sur le passé, il faut préparer le monde de demain, il faut préparer l'avenir.

Qu'on le veuille ou non, en raison même de l'évolution économique et sociale, on ne construira rien de viable ou de stable sans le concours des grandes organisations ouvrières.

Toutefois, afin que ce concours soit salubre, dans l'intérêt de la classe ouvrière elle-même, il est indispensable que les hommes qui acceptent la responsabilité de diriger les travailleurs ne s'égarent pas dans les sentiers de la politique, et qu'ils conservent au syndicalisme cette indépendance qui est le meilleur de sa force. Malheureusement, depuis 1935, la C.G.T. s'est laissé entraîner dans le *Rassemblement populaire* sous lequel ne s'accumulent que des ruines, et elle a ouvert ses portes à des partisans qui ne cachent même plus leurs ambitions.

Étroitement liée à un mouvement essentiellement politique, elle subit le contre-coup des oppositions qui s'y manifestent et des échecs qui en résultent; divisée à son tour, elle devient la proie facile de ceux qui la

guettent pour en faire leur chose et l'exploiter à des fins extra-syndicales. C'est le cas du parti communiste.

Nos craintes sont donc justifiées. Nous savons que le bolchevisme, lui aussi, a évolué; nous savons que toutes les occasions lui paraissent bonnes pour affirmer son attachement à la paix et à la démocratie. Mais quel crédit de sincérité peut-on accorder aux représentants d'un parti qui ne se survit que dans une éternelle contradiction?

Nous n'avons pas la moindre confiance en la parole d'individus dont tout le passé n'est qu'un tissu de mensonges s'inscrivant en lettres de sang dans le grand livre de l'Histoire. Nous n'avons pas oublié les discours prononcés en 1917 par Lénine, et qui sont autant d'actes de foi démocratique; mais, sitôt maître du pouvoir, par la carence de Kerensky, le leader bolchevik relégua rapidement au magasin des accessoires ses plus solennelles promesses pour exercer la plus impitoyable des dictatures. Nous n'avons pas oublié que, bien avant le règne de Staline, qui a fait de la délation une institution et du crime une politique, les social-démocrates, les socialistes, les syndicalistes, les anarchistes étaient lâchement persécutés dans les bagnes de l'Oural et de Sibérie ou dans les tombeaux de Solovietzki. De disciples qui, par inconscience ou par ambition, se sont fait les complices d'assassins avérés, nous n'avons rien à espérer, sinon du mal.

Après le coup d'État d'octobre 1917 en Russie, Maxime Gorki écrivait: *«On est en train de faire sur le prolétariat russe une expérience qu'il paiera de son sang, de sa vie et, ce qui est plus, d'une désillusion durable envers l'idéal socialiste»*. Ces tristes prévisions se sont réalisées. N'est-ce pas suffisant? Est-ce une expérience de même nature que l'on veut tenter en France, et les dirigeants non bolchevistes de la C.G.T. vont-ils s'associer à cette manœuvre, entraînant derrière eux la grosse masse des travailleurs désorientés?

Peut-être n'est-il pas encore trop tard pour sauver un mouvement dont la nécessité est incontestable, et qui doit occuper une des premières places dans l'activité sociale. Mais un temps précieux a été perdu. Maintenant, il faut faire vite, très vite, si l'on veut que le syndicalisme français, à l'image de celui de l'U.R.S.S., ne devienne un objet d'oppression au service de la plus cruelle et mensongère des dictatures.

Jacques CHAZOFF.
